

<https://www.pressegauche.org/Investissements-de-85-M-pour-l-education-Ou-sont-les-347-M-restants-du-Canada>



Investissements de 85 M\$ pour l'éducation - Où sont les 347 M\$ restants du Canada destinés aux écoles et aux élèves ? (CSQ)

Publication date: samedi 26 septembre 2020



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 26 sept. 2020 - Aux yeux de la présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Sonia Ethier, l'annonce du ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, concernant un investissement supplémentaire de 85 M\$ provenant du gouvernement fédéral met en évidence le manque de ressources consacrées par le gouvernement du Québec dans ses propres champs de compétences. Compte tenu des besoins urgents sur le terrain, elle se demande également où sont passés les 347 M\$ restants de l'annonce du gouvernement canadien du 4 septembre dernier et lance un appel au ministre de l'Éducation pour investir ces sommes de toute urgence.

« Le montant de 85 M\$ annoncé aujourd'hui et qui provient du fédéral est la pointe de l'iceberg du 432 M\$ annoncé au début du mois de septembre par le gouvernement fédéral. Où sont les 347 M\$ restants destinés aux écoles et aux élèves ? Le gouvernement Legault disait faire de l'éducation sa priorité, mais les sommes non récurrentes annoncées aujourd'hui et qui proviennent du Canada confirment davantage l'abandon du Québec à l'endroit de ses écoles. Et c'est sans compter que l'ensemble des besoins en enseignement supérieur ! », dit Sonia Ethier, présidente de la CSQ.

Concernant le montant 25 millions de dollars pour la formation et l'embauche de personnel dans les écoles, la CSQ salue la mesure, mais émet des doutes sur le volet touchant l'embauche « d'entraîneurs professionnels », compte tenu des besoins criants pour l'encadrement des élèves en difficulté et de l'existence de ressources dédiées. « Faut-il vraiment rappeler au ministre de l'Éducation, un enseignant, qu'il existe du personnel compétent et qualifié pour intervenir directement dans la réussite des élèves ? Plus encore, ces derniers réclament depuis longtemps davantage de ressources », exprime Sonia Ethier.

Parce qu'elle provient du gouvernement fédéral, la somme de 20 M\$ consacrée pour l'entretien régulier des systèmes de ventilation dans les établissements scolaires est une consécration du désengagement de l'État québécois envers l'éducation. « C'est une autre preuve gênante de l'abandon des écoles. Si le gouvernement du Québec s'occupait correctement de ses infrastructures scolaires, on n'attendrait pas de l'argent non récurrent du fédéral pour permettre l'entretien régulier des systèmes de ventilation. Si l'éducation était une priorité et que les systèmes de ventilation étaient entretenus sur une base régulière, cette somme de 20 M\$ aurait pu servir directement à la réussite éducative et l'aide aux élèves les plus vulnérables », explique Sonia Ethier.

Le montant de 15 M\$ consacré au transport scolaire constitue une bonne nouvelle pour la présidente de la centrale. Cette dernière s'inquiète toutefois de la capacité au réseau de l'éducation d'embaucher davantage de conducteurs, compte tenu des conditions de travail difficiles. « Le problème de pénurie de personnel dans nos établissements n'est toujours pas réglé. Tant que les conditions de travail en éducation pour le personnel enseignant, de soutien scolaire et professionnel ne seront pas revues à la hausse, on pellette en avant une série d'enjeux », mentionne la présidente.

Finalement, en réaction à la somme de 25 M\$ visant à bonifier les services d'enseignement à distance, la présidente de la CSQ se questionne sur la capacité du réseau à trouver du temps pour aménager les formations, compte tenu de la surcharge et de la fatigue généralisées chez le personnel à cause de la pandémie. « On nous rapporte que quelques jours seulement après la rentrée, le personnel est déjà épuisé et a l'impression d'être au mois de mars. Le problème central en éducation, c'est le manque de temps et de ressources. Les mauvaises conditions de travail qu'on décrie depuis longtemps attendent toujours des solutions structurantes. Tant que le gouvernement Legault ne s'attaquera pas de front à cette situation, les solutions proposées ne seront que temporaires », conclut la présidente.